

Pour un cessez-le-feu immédiat, le traitement de tous les crimes de guerre et une paix juste et durable !

Proposition du comité directeur des Femmes socialistes suisses à l'attention de l'assemblée des membres du 10 février 2024

Les Femmes socialistes suisses défendent le droit de toute personne, quelle que soit son ethnie, sa religion ou son genre, à une vie digne, à la sécurité et à l'égalité des droits. C'est pourquoi elles condamnent les graves attaques à l'encontre de la population civile en Israël perpétrées par le Hamas le 7 octobre, tout comme elles condamnent les attaques et les violences systématiques commises par l'Etat d'Israël envers la population civile palestinienne de Gaza et de Cisjordanie. Les prises d'otage, les violences sexuelles, les bombardements d'infrastructures civiles et le manque de soins médicaux qui en résulte, les déplacements de population, les restrictions d'accès à la nourriture et à l'eau potable sont autant de violations graves du droit international. Les attaques ciblées contre la population civile doivent toujours être condamnées sans réserve, quelles que soient les circonstances. C'est pourquoi nous exigeons le respect du droit humanitaire et un cessez-le-feu immédiat et absolu. Car la seule perspective d'avenir dans la région est une paix durable et juste.

Les Femmes socialistes suisses affirment leur solidarité avec les femmes et toutes les victimes de violences basées sur le genre. Les témoignages faisant état de violences sexuelles lors des attaques du 7 octobre nous bouleversent profondément. De nombreux rapports témoignent également de l'utilisation de la violence sexuelle par le service de sécurité intérieure israélien envers les détenu·es palestinien·nes¹. La violence sexuelle et la torture contre les femmes et les personnes FINTA sont systématiquement utilisées dans les conflits. Cette arme de guerre spécifique sert de manière ciblée à l'intimidation, à l'humiliation et à l'expulsion.

Les conditions de vie dans la bande de Gaza sous blocus israélien étaient déjà inhumaines avant l'offensive des forces armées israéliennes. Aujourd'hui et depuis le 9 octobre, les forces israéliennes bombardent à nouveau la population civile, la tuent, la déplacent à l'intérieur du territoire et la privent de services de base essentiels à sa survie, tels que la nourriture, l'eau, l'électricité et les soins médicaux, y compris la santé reproductive. Cette situation a également des répercussions spécifiques au genre : les femmes qui accouchent sont en danger de mort, les femmes enceintes ne peuvent pas recevoir de soins médicaux et l'hygiène menstruelle n'est pas garantie. Des organisations internationales rapportent que des femmes sont déjà enceintes de dix mois et que d'autres accouchent par césarienne sans anesthésie. En Cisjordanie également, les violences commises par l'Etat israélien et les colons israéliens à l'encontre de la population civile palestinienne continuent d'augmenter.

Les Femmes socialistes suisses partagent la douleur de toutes les personnes qui ont perdu des proches, qui craignent pour leur vie et qui sont obligées de vivre dans des conditions terribles. Dans la bande de Gaza, où la moitié de la population a moins de 18 ans, les enfants et les femmes sont surreprésentés dans les victimes de l'offensive des forces armées israéliennes. Les attaques des universités comme lieux de savoir, des hôpitaux comme lieux de soins et des habitations comme lieux de vie sont particulièrement tragiques

¹ [Rapport d'Amnesty International sur la situation en Israël et les territoires palestiniens occupés, 2022](#)

car elles réduisent drastiquement les perspectives d'avenir de la population à Gaza. Les femmes socialistes opposent à la déshumanisation de la population palestinienne leur solidarité et empathie féministe, tout en refusant toute forme d'instrumentalisation dans le cadre de cette solidarité : nous luttons autant contre l'antisémitisme, l'islamophobie et toutes les formes de racismes.

Les crimes de guerre commis par le Hamas, tout comme les violations du droit international humanitaire commises par les forces armées israéliennes, doivent impérativement faire l'objet d'enquêtes et de poursuites. La Suisse doit exiger et soutenir activement les efforts en cours et annoncés de la Cour pénale internationale. La Suisse doit également contribuer au respect des mesures provisoires par l'Etat d'Israël annoncées par la Cour internationale de justice dans le cadre de la requête de l'Afrique du Sud sur le crime de génocide. En outre, la Suisse doit soutenir d'urgence davantage d'ONG dans la région qui s'engagent en faveur des victimes de violences, qui apportent une aide humanitaire et qui s'engagent pour la protection des droits humains et du droit international humanitaire.

Pour nous, il est clair que le droit de vivre en sécurité et à l'abri de la violence n'est pas négociable. Les Femmes socialistes suivent l'appel de toutes les organisations internationales, en particulier celui du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, lorsque nous disons que les meurtres de civil-es doivent cesser. **Pour jeter les bases d'une paix durable, il faut un cessez-le-feu immédiat et absolu, ainsi que la libération de toutes les otages et prisonnières politiques.** Ce sont des conditions non-négociables pour la création de perspectives d'avenir pour toutes les personnes habitant la région. L'accès à l'aide humanitaire doit être garanti immédiatement, conformément au droit international humanitaire.

Nous demandons au Conseil fédéral de s'investir activement pour le respect du droit international humanitaire. La Suisse doit cesser immédiatement toute coopération militaire et tout commerce de matériel de guerre avec les Etats de la région du Proche-Orient engagés dans le conflit, conformément à l'interdiction d'exporter du matériel de guerre dans les pays impliqués dans un conflit armé interne ou international ou qui viole systématiquement les droits humains.

Nous demandons au Conseil fédéral de suivre les recommandations de la Commission fédérale contre le racisme en condamnant et en prévenant activement l'antisémitisme, le racisme anti-arabe et l'islamophobie. Dans ce sens, nous saluons la décision du Parlement d'accorder 2,5 millions au budget 2024 pour augmenter les fonds destinés aux mesures de sécurité pour les minorités menacées. C'est un premier pas dans la bonne direction car, en Suisse aussi, il est intolérable que des personnes subissent des propos ou des actes discriminatoires en raison de leur origine ou de leur religion.

Enfin et surtout, la Suisse doit s'engager diplomatiquement pour une reprise du processus de paix qui permette à la population palestinienne comme à la population israélienne de mener une vie autodéterminée, dans laquelle la dignité humaine de toutes les personnes habitant la région est respectée et protégée. Cela implique que la Suisse s'engage en faveur d'une solution négociée par les deux parties, en accord avec le droit international et les paramètres convenus au niveau international, y compris les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Cela inclut également une solution négociée juste et globale pour le droit au retour des réfugié-es palestinien·nes. En conséquence, la

Suisse doit s'engager pour la fin des bombardements sur Gaza, la fin de la politique de colonisation israélienne dans les territoires occupés et la fin du blocus de Gaza, ainsi que la fin de la discrimination structurelle dont sont victimes les Palestinien·nes en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Ces politiques représentent des obstacles majeurs à une paix durable.

Une société féministe est une société où toutes les personnes, quelle que soit leur ethnie, leur religion ou leur genre, sont libres de mener une vie autodéterminée, digne et en sécurité. C'est une société qui accorde des droits égaux à tou·tes, qui prend soin de ses membres sans exception. Et c'est seulement dans un contexte de paix juste qu'une société féministe peut devenir une réalité durable. Aucune de nous n'est libre tant que nous ne sommes pas tou·tes libres. La Palestine ne fait pas exception.